

77^e baromètre de conjoncture Fiducial des TPE – 3^e trimestre 2024

Des dirigeants de TPE « plutôt satisfaits » de la nomination de Michel Barnier mais qui se montrent de plus en plus inquiets concernant la situation économique et politique du pays

44 % craignent un ralentissement de leur activité et 33 % s'inquiètent de la résurgence des tensions sociales et de l'augmentation des prix

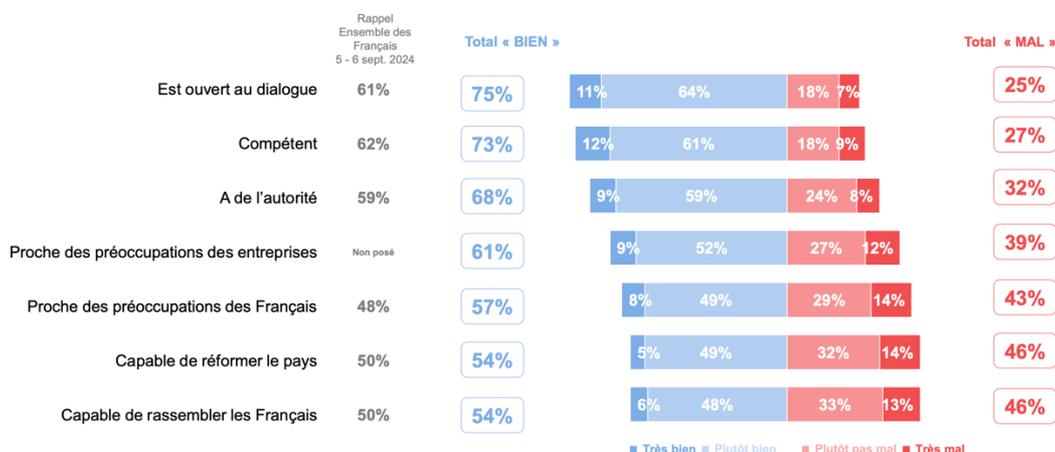
Paris, le 22 octobre 2024 – La 77^e vague du Baromètre des TPE, enquête trimestrielle menée par l'IFOP pour Fiducial auprès de 1 006 dirigeants de TPE entre le 16 septembre et le 7 octobre 2024, permet de recueillir la réaction des petits patrons et leurs attentes suite à la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre. Plutôt satisfaits par cette nomination, les patrons de TPE se montrent toutefois préoccupés par le contexte national, craignant que l'instabilité politique ne déteigne sur leur activité économique. Adoptant une posture « pro-business », ils attendent du nouveau gouvernement une amélioration du pouvoir d'achat des ménages ainsi qu'un plus grand soutien aux entreprises.

Les dirigeants de TPE se disent globalement « satisfaits » de la nomination de Michel Barnier qu'ils jugent « ouvert au dialogue » et « compétent ».

57 % des patrons de TPE indiquent être « satisfaits » de la nomination de Michel Barnier dont 50 % « plutôt satisfaits » et 7 % « tout à fait satisfaits » ; un taux de satisfaction plus élevé que dans l'ensemble de la population française où il atteint 52 % (enquête Ifop JDD du 9 septembre).

Le nouveau Premier ministre est évalué positivement par une majorité des patrons de TPE sur l'ensemble des traits d'image proposés. Les petits patrons sont **75 %** à juger Michel Barnier **ouvert au dialogue** (contre 61 % des Français), **73 %** le trouvent **compétent** (contre 62 % des Français) et **68 %** pensent qu'il a de **l'autorité**. Cependant, ils sont moins majoritaires à le juger capable de réformer le pays (54 %) et de rassembler les Français (54 %).

Pour chacun des termes suivants, diriez-vous qu'il s'applique bien ou mal à Michel Barnier ?



Concernant les préférences pour un autre Premier ministre, les personnalités dont les noms avaient publiquement circulé sont loin de créer l'enthousiasme : seuls **21%** se prononcent en faveur de **Xavier Bertrand** ou de **Bernard Cazeneuve**, 19 % pour Bruno Le Maire et 18 % pour Gérald Darmanin.

Les deux candidates potentielles issues de la gauche, Lucie Castets (11 %) et Huguette Bello (4 %), ainsi que Thierry Baudet issu de la société civile (1 %), obtiennent également des scores très minoritaires.

De plus en plus inquiets concernant le climat des affaires en France, les dirigeants de TPE redoutent une motion de censure qui viendrait raviver l'instabilité politique du pays.

Dans un contexte de stabilité politique incertaine, **51 % des patrons s'inquiète d'une motion de censure**. Un pourcentage qui monte à 57 % concernant les patrons du BPT et 58 % pour ceux des services aux particuliers.

Cette inquiétude sur le champ politique peut être mise en parallèle avec un pessimisme grandissant : **77 % des dirigeants de TPE se disent pessimistes** concernant le climat général des affaires en France soit 10 points de plus en l'espace d'un an. Il faut remonter à 2016 pour atteindre un tel niveau de pessimisme.

Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires – déjà traditionnellement peu élevé – **poursuit ainsi son érosion entamée début 2024 avec un recul de 6 points pour s'établir à 22 %**, là encore, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis 2016.

L'optimisme pour sa propre activité – bien que traditionnellement plus élevé – connaît la même dynamique avec un recul de 2 points ce semestre pour s'établir à 52 % et accuse une érosion de 11 points sur un an.

Que craignez-vous le plus dans les mois qui viennent ? En premier ? En second ?

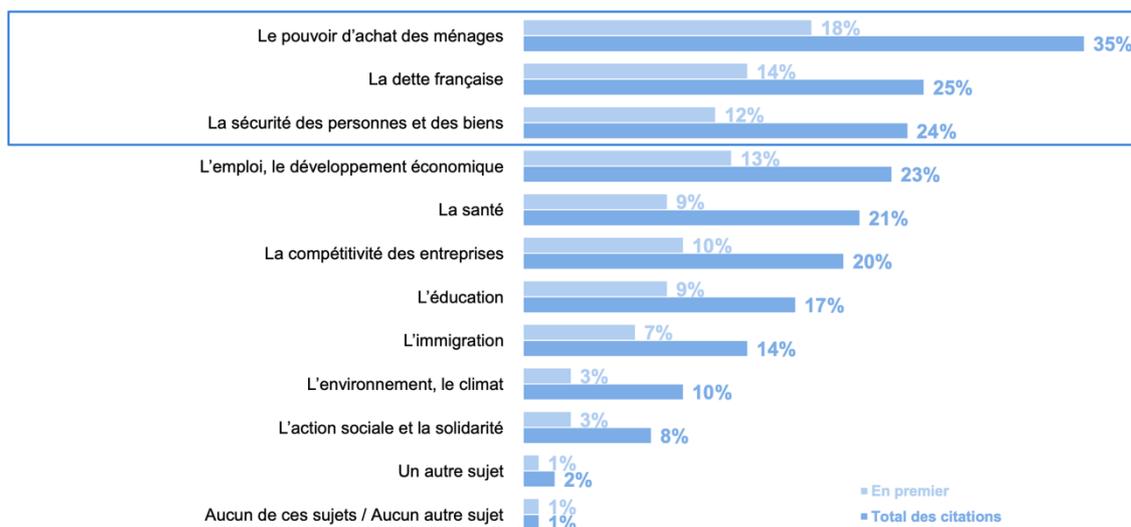


Le climat d'incertitude à l'œuvre se reflète dans les anticipations négatives des patrons à l'égard de leur activité. **Plus de quatre patrons sur dix anticipent un ralentissement de l'activité de leur entreprise dans les mois qui viennent (44 %)**, tandis qu'un tiers d'entre eux craignent une potentielle **augmentation des prix et la résurgence des tensions sociales (33 %)**. S'en suivent un ralentissement des investissements (18 %) et une hausse du coût du travail (17 %).

Dans une posture « pro-business », les dirigeants de TPE attendent du nouveau gouvernement des mesures concernant le pouvoir d'achat des ménages et un soutien plus affirmé aux entreprises.

Le pouvoir d'achat des ménages arrive en tête des priorités : **35 % des patrons considèrent que ce sujet devrait être traité en priorité par le gouvernement**. La dette française arrive en seconde position (25 %) – avec tout de même un écart conséquent de 10 points. En troisième position, on retrouve la sécurité des personnes et des biens (24 %).

Quels sont, d'après vous, les sujets sur lesquels doivent œuvrer en priorité le Premier ministre et son gouvernement dans les mois à venir ? En premier ? En second ?



En matière fiscale, les dirigeants de TPE identifient prioritairement des enjeux de réduction des charges spécifiques aux entreprises, telles que **la réduction des cotisations patronales sur salaire (32 %)**, couplée à la **réduction des aides sociales pour réduire le déficit public (27 %)**.

Les mesures d'aide aux petites et moyennes entreprises, la réduction de l'impôt sur le revenu pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages, ou encore la réduction de la TVA sur les produits de première nécessité sont ensuite citées par **21 % des patrons**.

Plus précisément, en matière fiscale, parmi les propositions suivantes, lesquelles vous semblent prioritaires à mettre en place dans le cadre de ce nouveau gouvernement ? En premier ? En second ?

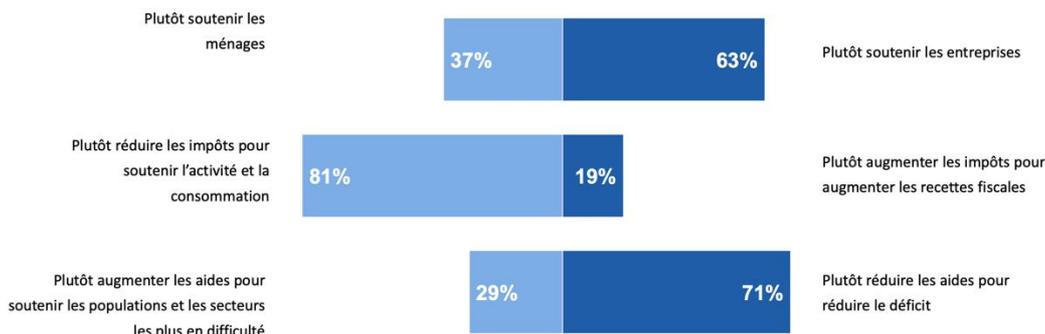


Logiquement pro-business, les dirigeants de TPE plébiscitent davantage des mesures fiscales en faveur des entreprises : **63 % considèrent qu'il est prioritaire de soutenir les entreprises** plutôt que de soutenir les ménages. Ils se montrent largement favorables à une baisse des impôts : **81 % pensent qu'il faut**

réduire les impôts pour soutenir l'activité et la consommation.

Pour réduire le déficit, **71 % des patrons préféreraient réduire les aides de l'état** plutôt que d'augmenter les aides pour soutenir les populations et les secteurs les plus en difficultés (29 %).

Toujours en matière fiscale, quelles sont les actions qui vous semblent prioritaires à mettre en place dans le cadre de ce nouveau gouvernement ?



Dans les faits, la situation économique des TPE reste stable. Ce troisième trimestre est toutefois marqué par de plus grands mouvements de personnel dans les TPE : les embauches comme les suppressions de postes sont à la hausse.

36 % des dirigeants de TPE déclarent rencontrer des difficultés financières, soit un point de moins que le trimestre précédent. Le pourcentage de dirigeants de TPE confrontés à des difficultés financières importantes qui pourraient être contraints de déposer le bilan ou de cesser leur activité est en **baisse de 7 points** passant de 50 % en juin 2024, à **43 % ce trimestre**.

Concernant les embauches, **19 % des dirigeants de TPE déclarent avoir embauché ou prévoient d'embaucher** du personnel d'ici fin septembre 2024, soit **un score en hausse de 10 points** par rapport au second trimestre 2024. Cet indicateur reste toujours fortement lié à la taille de l'entreprise : 16 % des TPE de moins de 10 salariés ont embauché ou comptaient le faire, alors que ce score grimpe à 58 % au sein des TPE de 10 salariés et plus.

En miroir, **15 % des TPE déclarent avoir supprimé un ou plusieurs postes** lors du dernier trimestre 2023 (+9 points par rapport au T2 2024). Il en résulte un différentiel positif de 4 points entre les embauches et les suppressions de postes, (stable par rapport au T2 2024).

Méthodologie de l'étude | Échantillon de 1006 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés, incluant les auto-entrepreneurs, raisonné sur les critères de secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise. Échantillon interrogé par téléphone du 16 septembre et le 7 octobre 2024. Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffre d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude.

A propos de FIDUCIAL

Leader des services pluridisciplinaires, FIDUCIAL accompagne chaque jour les petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs pour qu'ils puissent se concentrer sur leur cœur de métier. Aujourd'hui, près de **338 500 clients** font confiance aux Experts FIDUCIAL dans les domaines du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, de la banque, du conseil financier, de l'immobilier, de l'informatique, de la sécurité et du monde du bureau.

Animée par l'esprit entrepreneurial affirmé de Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, et affichant une politique de croissance ininterrompue depuis plus de 50 ans, FIDUCIAL a bâti un maillage territorial inégalé avec **14 500 collaborateurs présents dans 850 agences**, soit une agence tous les 30 kilomètres.

En savoir plus : www.fiducial.fr

Contacts presse

Agence CorioLink

FIDUCIAL
Nathalie Duchambon

Axelle Carballo
06 02 29 25 87
axelle.carballo@coriolink.com

Pierre Alibert
06 87 40 90 76
pierre.alibert@coriolink.com

04 72 60 38 68
nathalie.duchambon@fiducial.net